



- The promotion of the label to institutions or public or private organizations and more widely to all users likely to use services offered by members of the Federation,
- The development of cooperation in the above mentioned areas and related industries at national, European and international levels (source: www.fntc.org).

The UIHJ recently joined the FNTC. Leo Netten, president of the UIHJ wanted to mark his presence to the first attendance of our organization to an event set by the FNTC.

President Netten was accompanied by his Secretary General, Françoise Andrieux, and his 1st Secretary, Mathieu Chardon. The seminar took place in the Amphitheatre lent by the French National chamber of Judicial Officers in Paris. Works took place in the presence of Prefect Bertrand Maréchaux, Director of the National Agency of Secured Titles of France (ANTS).

After the welcome words of Alain Bobant, President of the FNTC, Arnaud Belleil, Vice-Director of Cecurity.com made a presentation on the topic of anonymity and pseudo-anonymity: the other side of Digital Identity. François Coupez, lawyer, talked about Digital reputation and the right to oblivion.

A round table chaired by Pascal Colin, executive president of the FNTC, included Prefect Maréchaux together with Fabrice Mattatia, representative of the Agency of Deposit and Consignment of France on the IdeNum project. The two speakers evoked the work in progress in the fields of Digital National Identity Card and the IdeNum label.

The meeting ended with the 9th edition of the Trophies of Innovation of Trusted Third Parties, awarded to two companies, Ariadnext and Sogelink, and by the 2nd edition of the Promotion of Trust, awarded to the ANTS.

President Netten declared very interested by the seminar, attended by nearly a hundred participants. He said he looked forward to the many opportunities lying ahead between the UIHJ and the FNTC.

L'exécution des décisions de justice dans l'espace francophone

Françoise Andrieux, secrétaire général de l'UIHJ a participé au colloque organisé à la Cour de cassation à Paris le 23 mars 2012 par l'AHJUCAF sur le thème de « L'exécution des décisions de justice dans l'espace francophone ».

Une justice n'a de sens que si les décisions sont exécutées

Devant une nombreuse assistance, au cœur de la magnificence de la Grand 'Chambre de la Cour suprême de France les intervenants se succédèrent tout au long de la journée après les propos introductifs du premier président de la Cour de cassation, Vincent Lamanda, qui rappela qu'un État de droit ne mérite cette qualification que s'il organise l'exécution des décisions rendues par l'ordre judiciaire.

Ghaleb Ghanem, président de l'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (Ahjucaf), rappela que cette organisation avait deux objectifs :

- Favoriser l'entraide et la coopération entre les institutions judiciaires membres
- Promouvoir le rôle des hautes juridictions dans la régulation des décisions de justice et l'harmonisation du droit des États membres.

Martine Anstett, représentant l'Organisation internationale de la francophonie évoqua la rencontre qui eut lieu en février 2008 entre les ministres de la justice francophone et dont les buts suivants émergèrent :

- L'amélioration de la qualité de la justice
- La réduction des délais
- L'exécution pleine des décisions de justice

Au cours de la première table ronde concernant l'exécution des décisions pénales, Jacques Mayaba, président de la chambre judiciaire de la Cour suprême du Bénin déclara qu'une justice n'existe et n'a de sens que lorsque ses décisions sont exécutées. Au cours de son intervention, il souleva le problème de l'exécution des décisions pénales au Bénin et s'interrogea sur l'effectivité de l'exécution des décisions pénales dans ce pays.

Jacques Buisson, conseiller à la chambre criminelle de la Cour de cassation française, déclara que les préoccupations de la France rejoignent celle du Bénin, compte tenu de la filiation juridique existant entre ces deux pays. En France, dit-il, l'exécution

pénale a longtemps été délaissée par la doctrine et les praticiens jusqu'à ce que l'on se rende compte que l'exécution des peines commandait la crédibilité du système judiciaire pénal. Il se félicita donc de l'arrivée en France d'une véritable politique législative visant à l'amélioration de l'exécution des décisions pénales.

Pour clôturer cette première partie, Pascal Turlan, conseiller au sein de la Cour pénale internationale, rappela que les juridictions pénales internationales ont été créées pour répondre à un manque d'effectivité de certaines normes juridiques (la première Cour pénale ayant été instituée par le traité de Rome en 1957). Les pouvoirs de la Cour pénale internationale concernent la pure administration par les mesures conservatoires et s'étendent jusqu'au mandat d'arrêt et de comparution. Les États ont le devoir de coopérer avec la Cour, ce qui n'est pas sans poser problème compte tenu de leur attachement à leur souveraineté.

La deuxième table ronde concernant l'exécution des décisions civiles prit alors place. Ghaleb Ghanem, premier président honoraire de la Cour de cassation du Liban, fit part de l'expérience libanaise qui voit l'exécution de ses jugements confiée à un Bureau de l'exécution. Au Liban, les principes fondamentaux de l'exécution reposent sur le respect de l'idée d'accélération de l'exécution, la non-dispersion des compétences légales, qui confie les plus larges pouvoirs au chef du Bureau de l'exécution et l'introduction de conditions strictes quant à la réalisation de la saisie immobilière. Il souligna enfin combien la réalité sur le terrain pouvait s'avérer difficile, notamment quand les situations politiques, la guerre se mêlent ou influent sur le système judiciaire.

Jean-Louis Gillet, secrétaire général de l'Ahjucaf, développa l'expérience française. Exécuter, dit-il, peut s'entendre de façon stricte par une application sans atténuation ou de façon souple en n'occultant pas le rapport de force entre le créancier et le



débiteur, qui peut conduire à une négociation, car le procès même achevé est la chose des parties. Dans les deux cas, selon lui, la décision porte ses effets. Les principes de l'exécution en France sont simples mais, affirma-t-il, l'application est plus compliquée. Aussi, faut-il se réjouir de l'existence du juge de l'exécution qui comprend, interprète la décision et lui donne ainsi toute sa portée.

L'huissier de justice assure l'exécution de la décision de justice

C'est à Françoise Andrieux, secrétaire général de l'UIHJ, que l'on confia le soin de faire part de l'expérience africaine. Notre consœur brossa un rapide portrait des huissiers de justice dans la zone OHADA car, indiqua-t-elle, on ne peut parler de l'exécution des décisions de justice sans connaître le profil du professionnel indispensable à celle-ci : l'huissier de justice.

Dans un premier temps elle évoqua les difficultés d'application des principes généraux de l'acte uniforme concernant les voies d'exécution, difficultés tant juridiques que résultant des droits traditionnels africains.

Dans un second temps elle relata quelques exemples d'entraves à l'exécution et termina son propos en rappelant que le juge dit le droit et l'huissier de justice fait appliquer la décision rendue. « Le principe de sécurité juridique doit se manifester par la séparation des pouvoirs entre le juge qui dit le droit et l'huissier qui doit assurer l'exécution de la décision. Les notions d'État de droit et sécurité juridique sont liées. C'est l'État qui assure la sécurité juridique, mais c'est l'huissier qui en est le pivot ».

La troisième partie porta sur l'exécution des décisions juridictionnelles par les personnes publiques. Fabrice Hourquebie, professeur à l'université Bordeaux IV (France), indiqua que le législateur français a armé le juge administratif pour aider à l'exécution des décisions de justice et que, par le principe de l'adhésion de l'administration à la décision du juge, il existe une obligation d'exécuter une décision de justice administrative car il n'existe pas, en principe, de cause exonératoire de la décision.

Jacques Léger, conseiller au Conseil d'État en France, confirma l'intérêt de l'exécution des décisions administratives en évoquant le nombre croissant de requêtes formulées devant le Conseil d'État et la nécessité d'accroître le nombre des juges administratifs.

La dernière table ronde concernait l'exécution des décisions en Afrique et en Europe. Antoine Oliveira, président de la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'Ohada, précisa que les décisions de la CCJA circulent sans exequatur dans les pays de la zone Ohada. Cette cour est l'organe judiciaire de cassation supra national. Au sein des États membres subsistent les tribunaux de premières instance et les cours d'appel. L'exécution des décisions se réalise au travers de diverses mesures. La plus courante et la plus utilisée reste la saisie attribution sur les comptes bancaires du débiteur car les traditions en Afrique font qu'il y a peu d'exécution sur les immeubles.

Il revint à Natalie Fricero, professeure à l'université de Nice Sophia Antipolis (France) et membre du conseil scientifique de l'UIHJ, la tâche de clôturer ces travaux en abordant la mise en application des décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme. Il existe une expérience de protection des droits de l'Homme, dit-elle, et le principe est qu'un citoyen attaquera un état qui aura violé ces droits. Il en résultera deux types de condamnations :

- L'État condamné devra se mettre en conformité avec les standards européens
- L'État condamné devra se soumettre à une satisfaction équitable (c'est-à-dire verser une somme d'argent).

Mais, souligna-t-elle, pour que le dispositif soit efficace, il faut que les États abandonnent leur souveraineté et pour cela se mettent en place des mécanismes :

- Juridiques : avec le principe de l'autorité de la chose jugée par la Cour européenne des droits de l'homme.
- Politiques : avec le contrôle de l'exécution par le comité des ministres du Conseil de l'Europe qui exerce un contrôle politique en se regroupant au sein des « Réunion droits de l'Homme » et avec le principe de la transparence démocratisée de l'exécution via le site internet de la Cour qui retracent par statistiques le niveau de condamnation et d'exécution des pays.

Natalie Fricero conclut en affirmant que la mise en application des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme est un exemple régional très performant de protection des droits de l'Homme mais que cette cour est victime de son succès car elle est à l'heure actuelle submergée par les demandes : preuve de son utilité et de son efficacité auprès des justiciables.

The Execution of Court Decisions in the Francophone World

Francoise Andrieux, Secretary General of the UIHJ participated in the symposium held at the Court of Cassation in Paris on 23 March 2012 by the AHJUCAF on the theme of "The Execution of Court Decisions in the Francophone World"

Justice is Meaningful only if Court Decisions are Enforced

Before a wide gathering at the heart of the magnificence of the Grand Chamber of the French Supreme Court, speakers took the floor throughout the day after the opening remarks of First President of the Court of Cassation, Vincent Lamanda, who recalled that the Rule of Law only deserves this qualification if it organizes the enforcement of legal decisions.

Ghaleb Ghanem, chairman of the Association of Supreme Courts of Countries Sharing the Use of French (AHJUCAF), recalled that the organization had two objectives:

- Promote mutual assistance and cooperation between legal institutions members
- Promote the role of high courts in the regulation of court decisions and law harmonization of member states.

Martine Anstett, representing the International Organization of the Francophone World spoke of the meeting which took place in February 2008 between the ministers of justice of the Francophone World and where the following goals emerged:

- Improving quality of justice;
- Reducing delays;
- Achieving full enforcement of court decisions.

During the first panel on Enforcement of Criminal Sentences, Jacques Mayaba, President of the Judicial Chamber of the Supreme Court of Benin declared that justice exists and is meaningful only when its decisions are enforced. During his speech, he raised the issue of enforcement of criminal judgments in Benin and wondered about the effectiveness of the enforcement of criminal judgments in this country.



Jacques Buisson, advisor to the Criminal Division of the French Court of Cassation, declared that France shares similar concerns with Benin, given the legal affiliation between the two countries. In France, he said, criminal enforcement has long been neglected by scholars and practitioners until it was recognized that the enforcement of sentences commanded the credibility of the criminal justice system. So he welcomed the arrival in France of a true legislative policy aimed at improving the enforcement of criminal judgments.

To close this first part, Pascal Turlan, advisor to the International Criminal Court, recalled that international criminal tribunals were created to respond to a lack of effectiveness of legal norms (the First Criminal Court was established by the Rome Treaty in 1957). The powers of the International Criminal Court concern the purely administrative measures and extend to arrests and summons. States have the duty to cooperate with the Court, which can be problematic given their commitment to their sovereignty.

The second roundtable on the enforcement of civil decisions then took place. Ghaleb Ghanem, First Honorary President of the Court of Cassation of Lebanon, shared the Lebanese experience which sees the execution of its judgments entrusted to an Enforcement Bureau. In Lebanon, the basic principles of enforcement are based on respect for the idea of speeding up enforcement, the un-scattering of statutory powers, which entrusts the broadest powers to the Head of the Enforcement Bureau and the introduction of strict conditions regarding the attachment of real estates. Finally, he emphasized on how reality on the ground could be difficult, especially when political situations and war mingle or influence the judiciary.

Jean-Louis Gillet, General Secretary of the AHJUCAF, developed the French experience. Enforcing, he says, can be understood strictly through a full application or can be perceived in a more flexible way without neglecting the relationship of power existing between the creditor and debtor, which can lead to a negotiation, because the court case, even when it is ended, is the concern of the parties. In both cases, he said, the decision shall be operative. The principles of execution in France are simple but its implementation is more complicated, he asserted. Also, we should approve the existence of the enforcement judge who understands, interprets the decision and thereby gives it its full power.

The Judicial Officer Ensures the Enforcement of the Court Decision

Francoise Andrieux, Secretary General of the UIHJ, was entrusted with the task to share the African experience. Our colleague painted a quick portrait of judicial officers in the OHADA zone because, she stated, one cannot speak about enforcement of judgments without knowing the profile of this key professional: the judicial officer.

At first she spoke of the difficulties in applying the general principles of the Uniform Act relating to enforcement, difficulties arising both from legal and African tradition.

Then she showed some examples of obstacles to enforcement. She ended her speech by recalling that the judge says the law and the judicial officer enforces the court decision.

“The principle of legal Security shows in the separation of powers between the judge who says the law and the judicial officer who must ensure the implementation of the decision. The concepts of Rule of Law and Legal Security are linked. The state provides legal security, but the judicial officer is the pivot”.

The third part concerned the implementation of judicial decisions by public authorities. Fabrice Hourquebie, professor at the University of Bordeaux IV (France), indicated that the French legislator has reinforced the administrative judge to assist in the execution of judgments and that, through the compliance of the administration to the judge’s decision, there is an obligation to perform an administrative court decision because, in principle, there is no ground for being exempted from the enforcement of the decision.

Jacques Leger, advisor to the State Council in France, confirmed the interest of the execution of administrative decisions by referring to the growing number of requests made to the State Council and the need to increase the number of administrative judges.

The final roundtable concerned the enforcement of judgments in Africa and Europe. Anthony Oliveira, president of the Common Court of Justice and Arbitration of OHADA, specified that the decisions of the CCJA circulate without exequatur in the countries of the OHADA area.

This court is the supranational supreme judicial organ. First instance courts and courts of appeal however remain within member states. Enforcement of court decisions is achieved through

various measures. The most common and the most used is the attachment on debtor’s bank accounts as by tradition that there is little enforcement on immovable in Africa.

Natalie Fricero, professor at the University of Nice Sophia Antipolis (France) and member of the Scientific Council of the UIHJ, closed the work by addressing the enforcement of decisions of the European Court of Human Rights. There is experience of protecting human rights, she said, and the principle is that a citizen will attack a state that has violated these rights. This will result in two types of judgments:

- The state will be ordered to comply with European standards;
- The convicted State must undergo a fair satisfaction (that is to say, pay a sum of money).

But, she emphasized, to be effective the system requires that the states abandon their sovereignty. For that, there are sets of legal and political mechanisms:

- Legal: with the principle of authority of a judge by the European Court of Human Rights.
- Political: the control of the enforcement by the Committee of Ministers of the Council of Europe which has political control by conferring in “ Human Rights Meetings ” and the principle of transparency of the democratizing execution via the website of the court by statistics that track the level of conviction and execution of countries.

Natalie Fricero concludes that the implementation of decisions of the European Court of Human Rights is a regional example of highly efficient protection of human rights but that this court is a victim of its success because it is currently overwhelmed by requests: a proof of its usefulness and effectiveness among litigants.